



**Déséquilibres des Marchés Mondiaux et Economie Algérienne :
Quelles Répercussions Pour Quelles Alternatives ?**
*Global Market Imbalances and the Algerian Economy : What
Repercussions for What Alternatives ?*

Phd. Nesrine BOUCHENAK

Laboratoire Monnaie et Institutions Financières dans le Maghreb Arabe
Université de Tlemcen, Algérie
n.bouchenak@univ-tlemcen.dz

Reçu le : 01/12/2021

Accepté le : 23/02/2021

Résumé :

Selon les aléas d'une économie mondialisée sujette à des facteurs à la fois endogènes et exogènes, comme les turbulences socio-politiques, les conflits mondiaux majeurs, ou comme récemment la crise engendrée par la pandémie du Covid-19, l'Algérie, longtemps enserrée dans le carcan de sa dépendance aux hydrocarbures et d'un marché pétrolier instable, voire chaotique, se retrouve fatalement prise dans les engrenages financiers internationaux au même titre que d'autres pays dont l'économie ne repose essentiellement que sur le commerce d'un mono-produit.

Par conséquent, l'objectif de cet article est de déterminer d'une part les causes et les effets de ces perturbations économiques mondiales conjoncturelles sur l'économie algérienne et de proposer succinctement d'une autre part les palliatifs forcément nécessaires à l'indépendance économique de notre pays.

Mots Clés: Crise financière internationale, Déséquilibres mondiaux, Economie algérienne, Erosion financière, Fluctuation des cours pétroliers.

Abstract :

According to the vagaries of a globalized economy that subject to both endogenous and exogenous factors, such a socio-political turbulence, major world conflicts, or as recently, the crisis caused by the Covid-19 pandemic, Algeria long locked in the shackles of its dependance on hydrocarbons and an unstable oil market, even chaotic, finds itself fatally caught un in the intenational financial gears in the same way as other countries whose economy is essentially based only on the trade of a single product.

Consequently, the purpose of this article is to determinate on the one hand the causes and the effects of these global economic disturbances on the algerian economy and to propose succinctly on the other hand the necessary palliative for independence economic growth of our country.

Key Words: Algerian economy, Financial erosion, Global imbalances, International financial crisis, Oil prices fluctuation.

JEL Classification : D50, F34.

* Auteur correspondant : Bouchenak Nesrine (*n.bouchenak@univ-tlemcen.dz*)



Introduction

Par faute de facteurs alternatifs comme l'industrie et la production manufacturière entre autres, l'exportation des hydrocarbures en Algérie reste prédominante et de ce fait la balance commerciale du pays se retrouve fortement tributaire, par effet de contagion des principaux cours boursiers des grandes puissances économiques. Initialement financière, la crise des subprimes est née aux Etats-Unis dès 2007, lorsque les difficultés d'établissements de crédits spécialisés dont les crédits hypothécaires à risque (mortgage risk) ont conduit les agences de rating à baisser les notes des véhicules boursiers, induisant un sentiment de méfiance sur les marchés. Elle s'est ensuite étendue aux autres économies mondiales et s'est propagée à l'ensemble des secteurs de l'économie, en prenant un aspect multiforme et évolutif, ce qui nous a fait dire que le monde a traversé une crise économique globale majeure comme peuvent en témoigner le cas de la crise grecque (Grexit) et celui de la Grande Bretagne dans son intention de quitter la zone euro (Brexit). Dans ce contexte d'une mondialisation effrénée et des différentes crises financières et économiques nées de la crise des subprimes, notre problématique s'articulera d'une part autour des grands contours de cette crise et ses corollaires sur l'environnement économique mondial et sur celui de l'Algérie à travers les grands déséquilibres mondiaux engendrés par l'apparition de cette crise et d'une autre part sur les facteurs ayant réellement influencé sur la baisse des prix de pétrole en entraînant l'Algérie dans une érosion financière. A cet effet, trois grands axes de réflexions ont été retenus :

- Les Grands contours (ou la genèse) de la crise des subprimes ;
- Les grands déséquilibres mondiaux ;
- L'Algérie dans l'environnement économique mondial.

I. Les grands contours de la crise des subprimes

Les subprimes ou les crédits hypothécaires sont la cause de la crise mondiale ayant éclaté en 2007. Le principe de ces crédits hypothécaires était d'aboutir, pour les revenus moyens, à la propriété. Cette opération consistait en un prêt très avantageux et à des taux d'intérêt plus ou moins réduits. La garantie de cette opération était l'immobilier. Si les emprunteurs n'avaient pas la capacité de rembourser, leurs logements seront vendus aux enchères et récupérés par la banque. Les prix de l'immobilier ont commencé alors à déprécier et les banques se sont trouvées en état de perte. Les taux d'intérêts repartaient à la hausse. Des millions de ménages et d'entreprises ne parvenant plus à rembourser leurs crédits, une crise de surendettement apparaît. Le nombre de ménages incapables de rembourser leurs crédits ne cessait d'augmenter. Quand les prix de l'immobilier repartaient à la baisse, ces mêmes ménages ont dû avoir à rembourser des crédits beaucoup plus importants comparativement à la valeur initiale de leurs biens, ce qui a accentué le phénomène de défaut de paiement. C'est ainsi que la crise des subprimes s'est déclenchée en causant un manque de confiance entre les banques qui ont

commencé à se méfier les unes des autres, à tel point que les prêts interbancaires se sont trouvés bloqués entraînant une faillite de certaines banques malgré l'apport de liquidités effectué par les banques centrales. Cette crise s'est rapidement muée en crise économique par le fait que les entreprises dépourvues de crédits se sont retrouvées en difficulté. Les banques devenant de plus en plus récalcitrantes à financer de nouveaux crédits se sont l'innovation et la croissance qui en pâtissent.

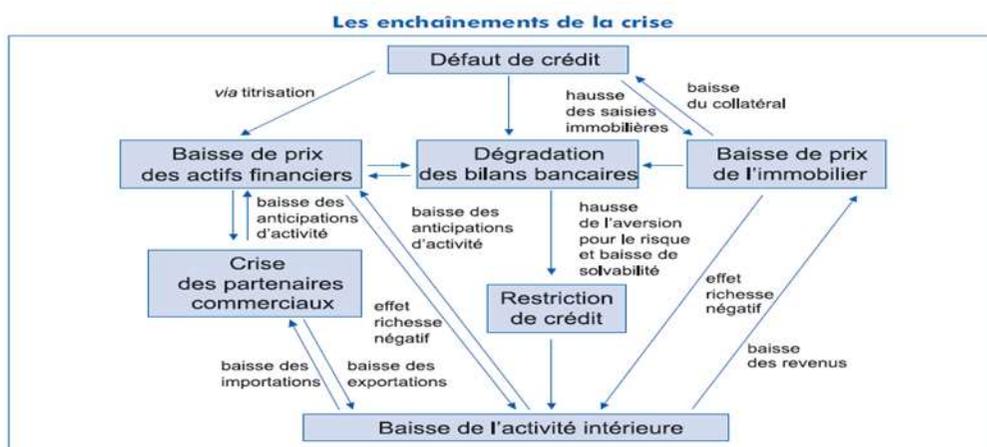
Pour limiter les effets de la crise, nombre d'Etats lancent des politiques de soutien à l'activité. Le but est de limiter l'ampleur et la durée de la crise. Ces plans prennent principalement deux formes : les investissements publics massifs, et le soutien au pouvoir d'achat et aux entreprises. Ces Etats ont dépensé énormément d'argent pour renflouer les banques desquelles dépendaient des ménages et des entreprises. Ce financement a entraîné un endettement privé important conséquent à une surconsommation ayant entraîné une explosion de dettes. Dettes privées et dettes publiques s'entremêlent. Que s'en est-il suivi ?

-Les plans de sauvetage des banques et de soutien d'activité, ainsi que la contraction du PIB conséquent à une récession due à un manque d'activité et une augmentation des dépenses, ont fait chuter les recettes fiscales et augmenté la dette des Etats.

- La crise s'élargissant, la monnaie unique se voit confrontée à un ébranlement de confiance. Les institutions de la zone euro n'avaient pas prévu le cas de figure où des pays seraient tellement endettés qu'il était possible de douter de leur capacité à rembourser. Les taux d'emprunt de ces pays deviennent alors prohibitifs, ce qui augmente d'autant plus le stock total de leurs dettes. Viennent alors à leurs secours les autres pays de la zone euro qui voient à leur tour leurs dettes augmenter. Cette interdépendance des pays, donne le jour à la crise des dettes souveraines. (Bouchenak, 2014, pp. 28-33).

Nous proposons de résumer ces données par le schéma qui suit :

Schéma N°1. Les enchainements de la crise financière internationale



Source : (Bricongnes, Fournier, Lapègue, & Monso, 2010, p. 50).



II. Les grands déséquilibres mondiaux

Pour Nicolas Canry (Canry, 2015), les grands déséquilibres internationaux ne sont ni plus ni moins que l'apparition d'excédents ou de déficits commerciaux qui touchent certaines zones géographiques.

Rappelons qu'un excédent commercial veut dire concrètement qu'un pays vend plus de produits à l'étranger qu'il en achète ; c'est-à-dire qu'au niveau du solde de la balance commerciale de ce pays, les exportations sont supérieures aux importations. Un déficit commercial se distingue par un processus inverse c'est-à-dire que les importations d'un pays sont supérieures aux exportations.

Comment les excédents et les déficits commerciaux ont-ils concouru aux déséquilibres mondiaux et à déstabiliser en aval l'économie algérienne ?

Dans un monde où la prospérité de chaque pays est de plus en plus liée à celle de tous les autres, le phénomène connu sous le nom de « déséquilibres mondiaux » suscite des inquiétudes. Cependant, la nature, l'étendue et l'imminence du danger qu'ils représentent pour la croissance économique et la stabilité financière à l'échelle du globe sont moins bien établies.

L'expression « déséquilibres mondiaux » désigne à la fois le déficit de la balance des paiements courants des États-Unis et les excédents de nombreux pays à marche émergent en Asie et des pays exportateurs de pétrole qui lui font écho.

Les excédents grandissants de la balance courante des pays asiatiques et des pays exportateurs de pétrole et le déficit croissant de celle des États-Unis soulèvent des inquiétudes : pareils déséquilibres pourraient constituer une menace pour l'économie mondiale, surtout si les tendances s'effectuent d'une manière désordonnée.

On s'inquiète également du fait que l'épargne excédentaire des économies de marché émergentes sert à financer le déficit américain au lieu de soutenir l'investissement et la croissance dans ces économies. Les déséquilibres mondiaux se sont beaucoup amplifiés ces dernières années, du fait que les économies émergentes d'Asie et les pays producteurs de pétrole sont devenus créanciers et que la position extérieure nette des États-Unis s'est dégradée par rapport aux pays émergents.

Comme nous l'avons déjà mentionné plus haut et au risque de nous répéter, un pays déficitaire consomme plus qu'il ne produit et importe plus par conséquent qu'il n'exporte. A l'inverse un pays excédentaire exporte plus qu'il n'importe. Cette vision des choses est globale mais joue un rôle crucial dans les déséquilibres internationaux. En réalité et d'une manière plus claire, la balance courante résume les transactions d'un pays avec le reste du monde au cours d'une période donnée.

Son solde est constituée de deux éléments : le solde de la balance commerciale et le solde de la balance des revenus.

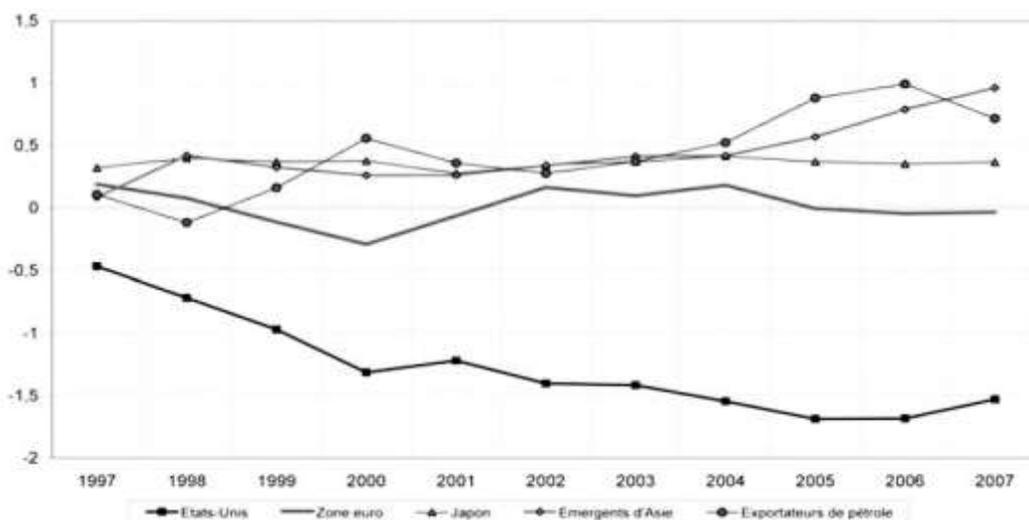
Quand la balance courante d'un pays est déficitaire, les recettes que ce dernier tire de transactions internationales de toutes sortes ne suffisent pas à couvrir



ses paiements. Dans les faits, le pays dépense plus qu'il ne gagne, et il emprunte à l'étranger pour combler la différence. Ce phénomène est généralement envisagé sous l'angle de la consommation : le pays consomme plus qu'il ne produit et répond aux besoins qu'il ne peut satisfaire en important des biens qu'il paie avec de l'argent emprunté à l'étranger. Cette description peut être présentée d'une autre manière : le pays n'épargne pas une part suffisante des revenus que génère sa production actuelle pour couvrir ses besoins d'investissement. À l'échelle mondiale, il ne peut en être ainsi. L'épargne est la source du capital d'investissement, et comme la planète constitue une économie fermée, l'épargne totale doit toujours être égale à l'investissement total.

Toutefois, comme les pays commercent entre eux, ils peuvent s'emprunter et se prêter mutuellement leur épargne. Les pays qui épargnent plus qu'ils n'investissent chez eux (la Chine, par exemple) ont un surplus d'épargne et deviennent exportateurs de capitaux; leur balance courante dégage donc un excédent. À l'opposé, les pays dont les investissements sont supérieurs à leur épargne interne (tels que les États-Unis) manquent de capitaux et doivent en importer; c'est pourquoi leur balance courante est déficitaire. Quand les premiers s'évertuent à épargner plus, les seconds, adoptent une position contraire. (Voir graphique).

Graphique N°1: Soldes des comptes courants (1997-2007) - en % du PIB mondial



Source : Le fond monétaire international.

D'ordinaire, les pays en développement affichent un déficit de la balance courante et comptent sur le capital importé de nations plus prospères pour financer leur expansion. De nos jours, ce sont les pays en développement qui dégagent des excédents et envoient leur capital à l'étranger.



Ainsi Ben Bernanke, ex Directeur de la Fed, constatait trois grandes régions du monde qui ont un surcroît des montants épargnés au niveau mondial. La première zone est l'Asie et plus précisément la Chine. Ce grand pays dégage un taux d'épargne extrêmement important. Cela s'explique principalement par le fait que les ménages chinois et notamment les ménages chinois urbains dégagent des taux d'épargne impressionnants de l'ordre de 40% à 50% selon certaines études (Canry, 2015). A titre de comparaison le taux d'épargne des ménages français est aujourd'hui de l'ordre de 15% à 16%. Ce surcroît d'épargne s'explique aussi par le fait que les chinois ont été vraisemblablement traumatisés par la crise financière de 1997-1998.

A cette époque se sont des pays comme la Chine ou la Corée qui avaient des déficits d'épargne et qu'ils empruntaient sur les marchés financiers qui venaient des Etats-Unis et d'Europe. Cette épargne était prêtée par les pays riches à court terme.

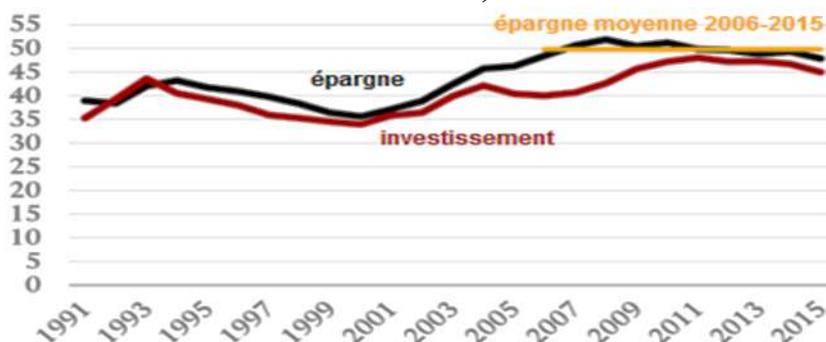
Du jour au lendemain, et suite à un mouvement de méfiance, ces pays riches ont décidé de couper les robinets à ces pays-là. Par conséquent, ces pays qui avaient l'habitude de s'endetter pour financer leur développement n'ont plus trouvé de liquidités sur les marchés financiers. Pour sortir de l'impasse, ils ont en retenu comme conclusion que bénéficiaire du marché financier et de l'épargne venant des pays riches pour se développer était très positif mais aussi très risqué en cas de turbulences. Ils ont retenu que finalement conserver une indépendance financière était peut-être préférable. Cela s'est traduit par le dégagement d'excédents d'épargne et d'excédents commerciaux. C'est pour cela qu'ils sont passés d'une politique de besoin d'épargne à une position d'excès d'épargne.

La Chine s'est distinguée par la politique de l'enfant unique qui a eu des conséquences importantes sur le comportement d'épargne. Le fait de forcer les gens à n'avoir qu'un seul enfant, les empêche de mettre en place un dispositif assurantiel, la protection sociale, et cela pousse les parents à constituer de l'épargne. De l'épargne, pourquoi ? La réponse à cette question est peut-être plus fondamentale car elle explique que les taux d'épargne chinois importants, cumulés à un développement économique, ont donné naissance dans les zones urbaines chinoises, à une classe moyenne relativement riche et développée. Cependant, les dispositifs d'assurances sociales ne sont pas comparables à ceux de l'Europe parce qu'ils ne sont pas encore suffisamment développés : le système de retraite par exemple reste insuffisant et tout cela a bien évidemment poussé les ménages à constituer une épargne de précaution pour faire face à un imprévu, à une maladie ou pour préparer une retraite.

La Chine épargne-t-elle trop ? Un niveau élevé d'épargne nationale (l'épargne nationale a été proche de 50 % du PIB pour les dix dernières années et égale à 48 % du PIB en 2015, selon le FMI) entraîne le risque que la Chine va offrir trop d'épargne soit à sa propre économie, ce qui entraînerait des déséquilibres

domestiques, soit au reste du monde, ajoutant un nouveau risque aux déséquilibres mondiaux. (Voir graphique).

Graphique N°2 : Taux d'épargne et d'investissement de la Chine (en % du PIB)



Source: Le Fond monétaire international

La seconde région concernée par cet excédent d'épargne sont les pays producteurs du pétrole principalement l'OPEP. Dans les années 2000, ces pays ont bénéficié d'une envolée du prix du baril du pétrole soutenu par une demande très importante de la Chine. Cela a tendu le marché et fait augmenter le prix du baril, ce qui a permis à ces pays vendeurs de pétrole d'exporter des barils dans des quantités extrêmement importantes et surtout à des prix très élevés et donc de dégager des excédents commerciaux et de générer des montants d'épargne extrêmement volumineux. (Anota, 2016). Soulignant au passage que l'Algérie a su tirer profit de cette situation et d'honorer ses dettes extérieures et de rendre plus volumineuse ses réserves de change. (Voir les deux graphiques ci-dessous).

Graphique N°3 : Les réserves de change de l'Algérie



Source: (Wikipedia)

Graphique N°4: La dette extérieure d'Algérie (milliards US\$)



Source : (indexmundi)

A ces pays producteurs de pétrole, viennent s'ajouter les pays de l'Europe du Nord, les pays scandinaves et principalement l'Allemagne qui dégagait des excédents commerciaux très importants.

Ce sont les Etats-Unis qui ont profité de ces besoins d'épargne importants en provenance surtout de la Chine et les pays de l'OPEP. Ces épargnes ont servi à financer des besoins de financement de l'Etat américain. Mais il s'est trouvé qu'un excès d'épargne chinois était supérieur aux besoins de l'Etat. Cela n'a pas suffi à absorber toute l'épargne mondiale. Plan envisagé ? Les agents traditionnels aux USA qui empruntaient de l'argent n'avaient pas des besoins si importants que cela.

Confronté à cet excès d'épargne qui refluit de chine, le système financier américain a cherché des agents nouveaux auxquels d'ordinaire il ne prêtait pas. En ce sens on a essayé de mettre en place un certain nombre d'innovations financières comme entre autres financer des gens à qui on ne prêtait pas d'habitude. Ces agents sont justement des ménages américains plutôt non solvables mais aussi pas très riches et à qui on ne prêtait pas et à qui on a prêté ensuite : ce sont ces fameux crédits immobiliers, les subprimes dont la crise fût tellement violente que le système bancaire américain s'est retrouvé paralysé. Celui-ci n'avait d'autre alternative que de faire appel à la réserve fédérale américaine (la FED). Cette même opération fut effectuée par les banques centrales de la Zone Euro et du Royaume-Unis. Ceci n'a pas empêché une forte hausse du chômage américain qui est passé de 5% à 10% et la Fed, pour réamorcer la reprise, a été obligée d'injecter massivement des liquidités. Les pays occidentaux, avec le recul de la production industrielle, la faible création de richesse et le chômage élevé n'ont pas échappé à une récession généralisée. La Fed alors n'eut d'autre solution que d'avoir recours à des opérations de Quantitative Easing (QE).

En quoi consiste un Quantitative Easing ? C'est une politique monétaire ultra-accommodante, et non conventionnelle. Son objectif ? Stimuler l'économie. Comment ? Injecter des liquidités via un programme de rachat de dettes. Sa



démarche ? De manière graduée, quatre étapes allant de l'année 2008 à 2014. (Medjdoub, 2016).

La première étape d'une QE, consiste pour la banque centrale américaine (la Fed) en accord avec le trésor américain, en partant de rien (ex nihilo) à créer une monnaie non physique qui s'assimile à la planche à billet ; en termes plus clairs, une banque centrale injecte de l'argent dans l'économie en créant simplement des billets versés à des emprunteurs.

La deuxième étape : avec l'argent fraîchement créé, la banque centrale va acheter des bons souverains aux institutions financières : les banques, les compagnies d'assurance, et les fonds de pension...

La troisième étape : les banques ainsi boostées avec d'avantage de cash, vont prêter plus facilement aux entreprises et ménages mais avec un taux très faible dans le but de relancer l'investissement et la consommation.

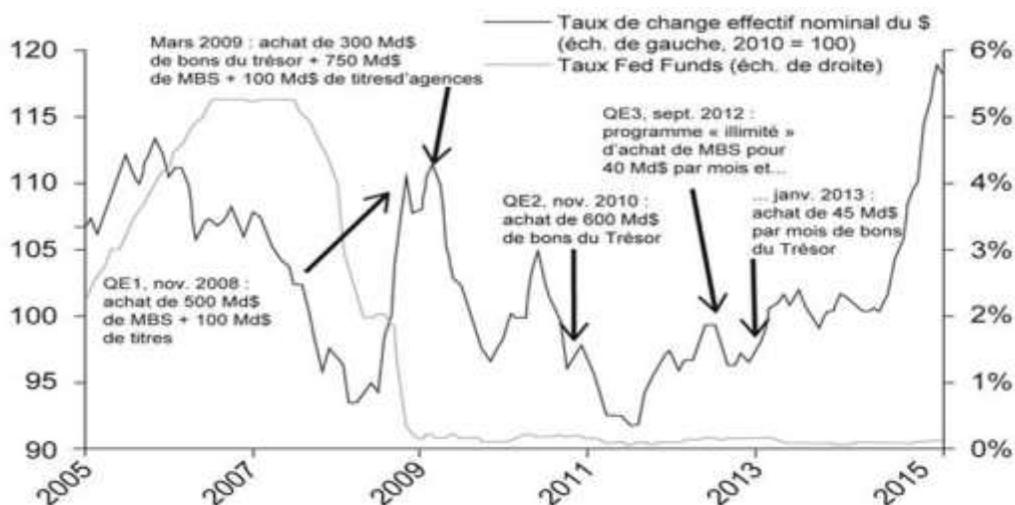
La quatrième étape : cette relance de l'investissement et la consommation (une fois la croissance retrouvée) va permettre théoriquement à la banque centrale de vendre les bons souverains déjà achetés et selon les situations du moment à reprendre les liquidités et détruire la monnaie qui a été créé. (Renault, 2012).

Ces trois étapes dont il est question, vont s'échelonner pour la première (QE1) entre 2008-2010, pour la deuxième (QE2) entre 2010-2011, la troisième (QE3) entre 2012-2014.

La quatrième étape n'a pu véritablement s'opérer étant donné que le système bancaire américain restait encore trop fragile et le besoin de liquidités donc toujours présent. (Renier, 2013).

Lorsque la Fed intervient par l'intermédiaire d'un QE, c'est qu'il y a des inquiétudes concernant la reprise économique.

Graphique N°5: Quantitative Easing de la Fed et taux de change effectif nominal du Dollar





Source : Banque des Règlements Internationaux (BRI) ; Fed.

Nous rappelons que le quantitative easing (QE) et les politiques monétaires non-conventionnelles ont joué un rôle majeur dans le sauvetage du système bancaire occidental et dans la relance de leurs économies. Enfin, la crise pétrolière au deuxième semestre de 2014 qui a coïncidé avec la fin des quantitatives easings américain, a constitué un tournant de l'histoire. De 2014 à 2016, la situation s'est assombrie pour le reste du monde et plus particulièrement pour les pays exportateurs du pétrole comme la Russie, le Brésil... et bien sûr l'Algérie.

Ce processus de QE aux États-Unis avait besoin de contreparties physiques productives réelles sinon elles allaient créer une forte inflation ; ce qui aurait été néfaste pour l'économie américaine et le reste du monde. Précisément, pour que le surplus massif de monnaie créé par les QE soit absorbé, il y avait une nécessité absolue de les adosser aux transactions pétrolières et même à l'or. Sinon les quantitatives easing n'auraient pas fonctionné. C'est ainsi que les prix du pétrole et de l'or ont été dopés artificiellement. Ils ont fortement augmenté au cours des sept années allant de 2008 à 2014. Avec un intermède entre l'automne 2008 et juin 2009, l'économie américaine était très affaiblie avec la crise financière et le taux de chômage frisait les 10 %. Les prix du pétrole ayant fortement augmenté, le prix de l'or a suivi. En 2011, l'once d'or explose, il atteint 1900 dollars. Mais les hausses du prix du pétrole et du prix de l'or n'ont pas suffi. Les injections monétaires étaient tellement massives que les hausses des prix pétroliers et de l'or pour les absorber, et donc pour pondérer la dépréciation du dollar sur les marchés, étaient insuffisantes. Le dollar s'est fortement déprécié par rapport autres monnaies, en particulier avec l'euro.

Le dernier programme de quantitative easing aux États-Unis s'achève au deuxième semestre 2014. Sans injections monétaires dans le cadre des QE, les prix du pétrole ont fortement chuté. Fin 2014, le prix du pétrole était à 56 dollars. Le prix moyen du pétrole pour la période juin 2014- juin 2017 a pratiquement été divisé par deux. (Medjdoub, 2018).

En détenant plus de 65% des réserves mondiales de pétrole brut, le Moyen-Orient et les autres pays exportateurs de pétrole sont devenus des enjeux très significatifs pour les grandes puissances. Ces enjeux, sources de tensions et de manœuvres géostratégiques très importantes, sont des paramètres très déstabilisants pour l'économie mondiale, comme en témoignent les conflits toujours présents dans des pays comme L'Irak, la Syrie, la Libye, et les diverses sanctions relatives au programme nucléaire de l'Iran et les tout récents troubles au Venezuela.

Le pétrole, toujours le pétrole et rien que le pétrole. Tout le monde en parle. Pour le simple citoyen, ou le moins initié en la matière jusqu'au spécialiste, le pétrole est toujours le sujet omniprésent pour tenter de trouver des explications aux causes de la baisse ou de la hausse du prix du baril.



Le pétrole est au cœur des enjeux énergétiques, sources de fluctuations incessantes des prix du baril. Mais, l'or noir arabe gardera-t-il son influence sur les économies européennes, américaines et asiatiques ? Qu'en est-il du gaz de schiste et des autres énergies renouvelables comme le schiste bitumineux ?

La donne pétrolière est vitale pour l'Amérique et le dollar reste toujours la monnaie de facturation des transactions pétrolières des pays de l'OPEP. Cependant, l'endettement occidental a explosé par la perte de compétitivité des pays occidentaux dans le commerce face aux pays émergents et en particulier la Chine et par les dépenses des guerres militaires occidentales au Moyen-Orient pour la mainmise sur les gisements du pétrole. Ce contexte a été dans une grande partie à l'origine des crises économiques occidentales qui se sont succédé depuis la crise immobilière de 2007. Ces crises ont trouvé un palliatif dans les quantitatives easings et des politiques monétaires non conventionnelles. La fin des quantitatives easings a coïncidé avec la crise pétrolière au deuxième semestre 2014 et les pays qui ont en pâti furent essentiellement les pays exportateurs du pétrole, l'OPEP dont l'Algérie.

III. L'Algérie dans l'environnement économique mondial

L'Algérie n'est pas un pays qui vit hors de l'économie mondiale. Les banques étant inscrites globalement dans les transactions financières internationales, tout ce qui atteindra le système financier mondial l'affectera, effets dominos obligent.

Il faut d'abord noter que la crise financière, nous ne le répétons pas assez, n'est pas celle expressément de l'Algérie, mais celle de ses partenaires. La France, l'Espagne, l'Italie, les USA, l'Allemagne... constituent l'essentiel de ses collaborateurs tant pour l'exportation que pour l'importation.

L'économie algérienne est totalement extravertie, ce qui veut dire que l'essentiel de sa production locale, les hydrocarbures, est exportée pour pouvoir importer des produits manufacturiers essentiels aux besoins du pays. Ces derniers illustrent parfaitement notre grave dépendance de facteurs externes tels les différents chamboulements financiers internationaux.

L'Algérie a rétabli ses équilibres macroéconomiques après quatre ans de mise en œuvre de programme convenu avec le FMI (1994-1998). Elle connaît depuis 2000 une relative embellie financière. Le maintien du solde positif de la balance des comptes courant¹ a contribué à l'augmentation des réserves de change qui sont passés de 6,8 milliards de dollars en 1998, à 11,9 en 2000, à 17,5 fin 2001, à 23,1 milliards de dollars fin 2002. La dette extérieure du pays de 30,4 milliards de dollars en 1998 a été ramenée à 22,6 milliards de dollars en 2001. Son volume est remonté à 23,1 milliards de dollars à fin 2002 en raison essentiellement de l'appréciation de l'euro par rapport au dollar. (eBizguides, 2004, p. 60).

L'Algérie a réussi entre 2000-2013 à se prémunir des retombées de la crise mondiale et terminer cette période avec des réserves de changes considérables de



194 milliards de dollars. En 2013, l'Algérie a été classée parmi le pays le moins endetté de la région MENA en 2012 et second plus gros détenteur de réserves de changes après l'Arabie Saoudite. Ceci a été possible par la réalisation de trois plans quinquennaux de développement pour relancer la production, la croissance et l'emploi. Au final, l'Algérie a réussi à s'inscrire dans une hausse de 324% du produit intérieur brut (PIB) durant la période 2000-2013. (ANDI, 2014).

1. L'embellie financière

L'économie algérienne présente le paradoxe d'être, à l'instar des économies dépendantes, fortement intégrées dans le processus de la mondialisation par ses échanges extérieurs et ses inputs, tout en restant à l'écart des processus de mise à niveau, du partenariat et de l'investissement ; nonobstant les infrastructures tels les réseaux routiers comme l'autoroute est-ouest, les voies ferrées, l'immobilier, les télécommunications et les industries automobiles qui restent, semble-t-il, des créneaux très prometteurs ces dernières années. Il est vrai qu'en Algérie, dans l'année 2010 et pour des raisons sociopolitiques, l'investissement qui répondait à une formidable demande sociale a été encouragé à travers deux grands dispositifs (Ministère des finances) :

- Un dispositif de soutien aux investisseurs qui leur accorde des avantages et des facilités à travers une agence publique spécialisée (l'Agence Nationale de Développement de l'Investissement, l'ANDI) et le Conseil National des investissements.
- Le soutien public à la création d'activités d'auto-emploi cible les jeunes à la recherche d'un emploi, les travailleurs ayant perdu leurs emplois et les personnes sans ou à faibles revenus. Des facilités et un soutien exceptionnel leur sont accordés par le biais de dispositifs comme l'ANSEJ, la CNAC, et des prêts bancaires attractifs à des taux d'intérêt très réduits.

Les promoteurs de cette politique de soutien ont mérité de réels encouragements malgré quelques « couacs » apparus durant sa réalisation pour de multiples raisons en l'occurrence le manque d'orientation et d'encadrement. Cependant, cette démarche s'est revêtue d'un caractère inopportun parce qu'elle ne figurait pas au préalable dans un plan de relance économique programmé mais conséquente plutôt à une situation sociale très délétère rattachée à un fort taux de chômage malgré une certaine aisance financière.

2. L'apparition de la crise financière et ses rejaillissements sur l'économie algérienne

2.1 Facteurs ayant influencé réellement sur la baisse des prix de pétrole :

Une grande partie de la baisse des prix du pétrole est liée aux récents développements au niveau de l'offre et de la demande ; la première, l'offre, ayant augmenté alors que la seconde a baissé. La demande est due au ralentissement de la croissance économique mondiale et en particulier celle des pays émergents. Cette hausse de l'offre a été favorisée principalement par la production du pétrole de

schiste aux Etats-Unis. Pour « noyer » cette production, les pays de l'OPEP et plus particulièrement l'Arabie Saoudite ont, dans un souci de concurrence, cherché à augmenter leur exploitation pour évincer du marché les producteurs du pétrole non-conventionnel provenant du schiste et du sable bitumineux dont les coûts de production sont élevés par rapport au pétrole conventionnel. Cette stratégie a pour but d'augmenter à nouveau la demande par rapport à l'offre au cas où l'extraction du pétrole du schiste s'arrêterait pour des raisons de surcoûts. Cette politique vise à rendre l'exploitation du pétrole non conventionnel non rentable.

La décision de l'OPEP de ne pas réduire la production, alors que les prix ont commencé à baisser a provoqué un surplus de pétrole sur le marché mondial, ce qui a entraîné un effondrement des prix comme l'illustre le graphique suivant :

Graphique N°6 : Prix du baril de pétrole en euro et en dollars.



Source : Insee.

A cette stabilisation de la production du pétrole vient s'ajouter d'autres paramètres.

Les réserves en schistes bitumineux sont énormes et existent aux Etats-Unis, au Canada, en Russie, au Venezuela, en Europe, en Afrique et en Asie c'est-à-dire dans les plus grandes parties du monde. Malgré les surcoûts de la production du pétrole non conventionnel (entre 40 et 70\$, contre 10\$ par baril pour les hydrocarbures au Moyen-Orient), et la baisse du nombre des puits de pétrole de schistes aux Etats-Unis, cette production (pétrole non conventionnel) résistera à la crise pour des raisons géostratégiques et économiques.

Les tensions géopolitiques et géostratégiques nées des nouvelles découvertes pétrolières aux quatre coins du monde et l'exploitation du schiste sont un facteur amplificateur des écarts de prix pour les hydrocarbures. Ces Tensions sont nombreuses et nous citerons dans ce contexte leurs néfastes répercussions sur des pays comme l'Irak, l'Iran, le Nigeria, la Syrie et en dernier lieu la Lybie et le Venezuela. Tout ceci illustre parfaitement des impacts certains sur la volatilité du prix de pétrole sur les marchés mondiaux.



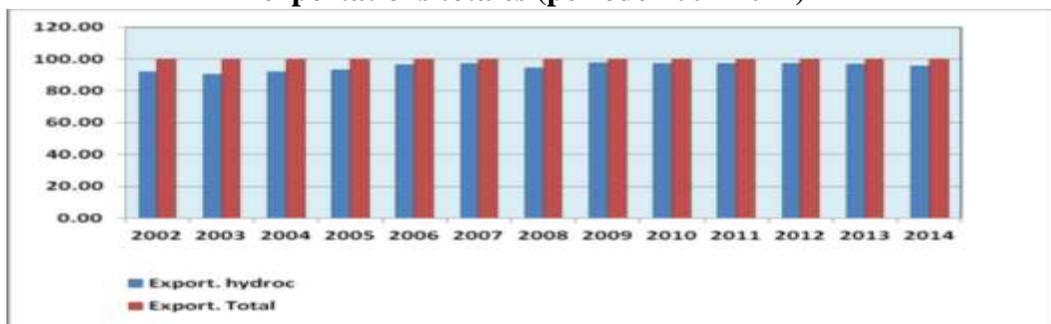
Par ailleurs, la levée des sanctions sur l'Iran liées à son programme nucléaire (sanctions rétablies unilatéralement dernièrement par les USA), va permettre à ce pays d'augmenter très substantiellement sa production pour retrouver son niveau d'avant l'embargo² ce qui pourrait entraîner les prix du pétrole à la baisse.

De plus au Nigéria, les conflits internes liés aux rackets et les prises d'otages récurrentes dans les zones pétrolières et les attaques de certains groupes rebelles entre autres ont manifestement perturbé les marchés pétroliers. Dans le même volet, les pays du BRICS, le Venezuela et le Canada sont concernées eux aussi par cette problématique les variations des prix de pétrole et l'Algérie membre permanent de l'OPEP et dont l'économie repose essentiellement sur les recettes pétrolières, ne peut échapper aux retombées de la crise financière internationale.

L'économie algérienne est totalement extravertie, ce qui veut dire que l'essentiel de sa production locale, les hydrocarbures, est exportée pour pouvoir importer des produits manufacturiers essentiels aux besoins du pays. Ces derniers illustrent parfaitement notre grave dépendance des facteurs externes liés aux différents chamboulements financiers internationaux.

L'impact principal de la crise financière internationale sur l'économie algérienne est de type commercial. L'Algérie est l'un des pays qui a un rapport «exportation des hydrocarbures sur exportation totale parmi les plus fort au monde».

Graphique N°7: Part des exportations des hydrocarbures en % des exportations totales (période 2002-2014)



Source : (Zemirli, 2016, p. 04).

2.2 L'érosion financière

L'Algérie par son modèle économique d'importation en grande masse de biens de premières nécessités et de son économie rentière est aujourd'hui inéluctablement frappée par la crise financière internationale. Le modèle économique algérien, allié à un système de gouvernance fragile amène à une situation de déstabilisation et de vulnérabilité face aux crises internationales.

Comme 95% des ressources financières proviennent des exportations du mono-produit, les recettes engendrées par celles-ci (en milliards de dinars) ont été de 2905mds en 2010 à 3388.3mds en 2014, en passant par un pic intermédiaire de



4184.3mds en 2012. Les exportations étant facturées en dollars US et les importations en euro, ces deux monnaies se heurtent selon les variations des conjonctures économiques internationales. Et l'Algérie se retrouve donc malgré elle au cœur de cette défiance.

Le pays, et après une embellie financière qui lui a permis d'engranger des réserves de change appréciables qui l'ont aidé à honorer une grande partie de ses dettes extérieures par anticipation, et de relancer son économie par tout un programme de réformes structurelles, s'est retrouvé installé dans une crise majeure associée à des climats financiers internationaux ayant engendré un climat nocif pour l'économie algérienne duquel est apparue dès 2014 une crise économique dont nous présentons les contours les plus probants.

Pour cause d'une contraction des économies occidentales, l'Algérie a subi dans un premier temps la baisse des prix des produits pétroliers entraînant une chute des revenus et des recettes. Dans un second temps a surgi une hyperinflation au niveau mondial parce que les économies américaines et européennes ont mis en place un plan de dévaluation de leurs dettes via une monétarisation de ses dernières. Du coup, cette hyperinflation s'est répercutée sur l'Algérie via ses importations. (Benkoussa, 2011).

Depuis l'année 2014, une chute effrénée du prix du pétrole a été enregistrée. Entre l'année 2007 et l'année 2009 le prix du baril a chuté de 100\$ à 40-50\$ pour se retrouver à 25,69\$ en 2016. Les prix du pétrole s'assimilent au jeu du yo-yo tant il est très difficile de circonscrire leurs flux pour une période précise. Par ailleurs, la croissance du volume de la production mondiale hors OPEP, dont la Russie 3ème pays producteur au monde, a aussi causé la baisse des prix de pétrole par une production excessive. Globalement les 11 pays « hors OPEP », la Russie, le Mexique, le Kazakhstan... se sont engagés à réduire de 558 000 barils par jour leur production cumulée, soit légèrement moins que l'objectif fixé par l'OPEP fin novembre 2016 (baisse de 600 000 barils par jour). Dans les faits, l'essentiel de cette baisse est assuré par les deux plus grands producteurs de ce groupe hétérogène : la Russie (- 0,3 Mb/j) et le Mexique (- 0,1 Mb/j). Pour rappel, les pays de l'OPEP s'étaient pour leur part engagés fin novembre à réduire leur production de pétrole de 1,2 Mb/j à partir du 1er janvier 2017. (Connaissance des énergies, 2016).

De multiples études et analyses ont été élaborées et présentées au gré de très nombreux conférences et séminaires en vue d'expliquer et de prévenir d'éventuelles embellies et/ou perturbations économiques. De ce fait, les prévisions relatives à des politiques économiques, propres à chaque pays, se retrouvent face à des situations tronquées.

Les marchés de l'énergie connaissent des évolutions et des changements géopolitiques profonds : de nouvelles découvertes de pétrole sont annoncées régulièrement, la problématique du gaz de schiste et l'arrivée du schiste bitumineux



ont renversé les tendances du marché et la montée inexorable des énergies renouvelables rendues nécessaire en raison du réchauffement climatique, annoncent le début de la fin de l'ère du pétrole au cours des deux prochaines décennies. Cela ne manquera pas d'avoir un impact flagrant sur les pays membres de l'OPEP et naturellement l'Algérie.

Nous présentons ci-dessous les effets de la chute du prix de pétrole sur certains agrégats macroéconomiques les plus importants.

2.3 Les effets de la baisse des prix du pétrole sur les variables macroéconomiques les plus importantes

Comme nous l'avons déjà indiqué, il est délicat d'avoir des chiffres précis concernant la fluctuation des prix de pétrole tant que celle-ci se trouve en étroite dépendance avec les différentes facettes des conjonctures internationales très mouvantes au gré des circonstances du moment.

a) Les effets de la baisse du cours pétrolier sur le Produit intérieur brut (PIB)

Pour ce faire, nous présentons ci-dessous un tableau résumant l'évolution du prix de pétrole et du produit intérieur brut (PIB) comprise entre les années 2008-2017.

Tableau N°1 : Evolution des prix du pétrole et du PIB

Année	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Prix du pétrole (en \$/baril)	96,97	61,46	78,92	111,22	111,66	108,64	99,02	52,36	43,55	54,25
prix pétrole %	33,83%	-36,62	28,41	40,93	0,4	-2,70	-8,85	-47,12	-16,83	24,57
PIB (mds \$)	171001	137211	161207	200019	209059	209755	2013810	165784	159049	170371
PIB%	26,69	-19,76	17,49	24,08	4,52	0,33	1,93	-22,42	-4,11	7,12
PIB/ prix de pétrole (%)*	78,89	53,96	61,56	58,83	1130	-12,22	-21,81	47,58	24,42	28,98

Source : Rapports annuels du (Comité National Routier) et de la (Perspective Monde).

Ainsi l'année 2008 présente une variation de 33,83% du prix de pétrole contre un PIB de 26,69%. Cela veut dire que si le prix du pétrole varie de 100, la croissance économique présente à son tour une variation de 78,89 entraînant un fort impact des prix de pétrole sur le PIB estimé à 78,89%. Cet effet présente une réduction de 58,12% pour les trois (03) années qui ont suivi, 2009-2011.

Comparativement aux années précédentes, une stabilité des prix de pétrole et un PIB de 4,52% ont été constatés durant l'année 2012. Ce dernier s'explique par un apport de l'accroissement de la productivité dans des secteurs hors hydrocarbures. Une croissance économique d'une moyenne de 1,13% a été relevée pour l'année 2013-2014 malgré une baisse des prix du baril estimée à 5,78%.



L'effondrement des cours pétroliers des années (2015-2017) d'une approximation de 50,05\$ par rapport à l'année 2014 a été constaté. Ceci pourrait s'expliquer par le fait que depuis le début de l'été 2014, les cours de l'or noir ne cessaient de reculer pour cause d'une croissance économique non suffisante et trop de barils sur le marché. Cette situation s'est accentuée par une production inédite depuis 1986, aux Etats-Unis, en aout 2014 de plus de 8,6 millions de barils par jour du pétrole de schiste (shale oil). Cette baisse des prix n'a eu pour effet sur le PIB que seulement 33,66% en comparaison à l'année 2008 qui était de 78,89% et de 58,12% pour les années (2009-2011). Il est tout à fait clair que ce taux a nettement diminué durant ces dernières années, ce qui approuve les faits constatés en 2012 expliqués par d'autres contributions dans la productivité en dehors des hydrocarbures tels que le bâtiment, le transport et l'industrie manufacturière. Cependant, il est à noter que l'économie algérienne a su surmonter cet obstacle en maintenant une croissance soutenue malgré la baisse des prix du pétrole qui a réduit ses recettes à l'exportation.

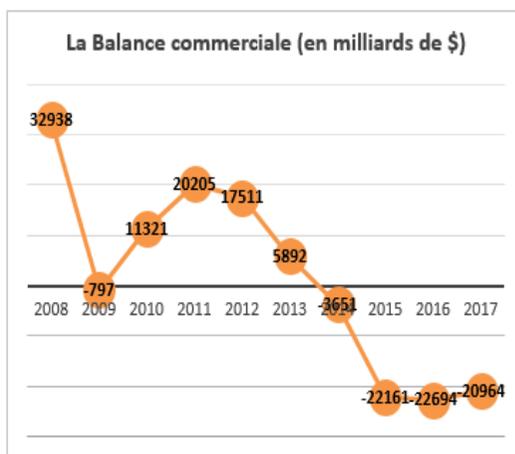
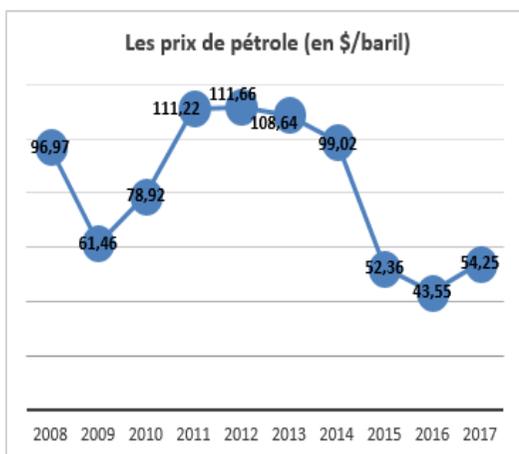
b) Les effets de la baisse du cours pétrolier sur la balance commerciale

Tableau N°2: Evolution des prix de pétrole et de la balance commerciale

Année	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Prix du pétrole (\$/baril)	96,97	61,46	78,92	111,22	111,66	108,64	99,02	52,36	43,55	54,25
Balance commerciale (mds \$)	32938	-797	11321	20205	17511	5892	-3651	-22161	-22694	-20964
Balance commerciale (%)	9,93	-102,42	-1520	78,48	-13,33	-66,35	-161,96	507	2,41	-7,62

Source : Rapports annuels du Comité National Routier et de la Perspective Monde.

Graphique N°7 : Les prix de Pétrole (en \$/baril) et la balance commerciale (en Millions \$)



Source : Graphiques établis par l'auteur.



Le tableau repris par les graphes présentés ci-dessus montre un état des soldes affichés dans la balance commerciale en relation avec les prix du pétrole durant la période 2008-2017. Ces deux facteurs étant liés par des fluctuations changeantes au gré des événements internationaux, montrent que celles-ci présentent une même tendance pour la période 2008-2011. En effet pour la seule année de 2008, le prix du pétrole affiché à 96,97\$ a entraîné un solde positif de la balance commerciale d'une valeur de 32938MDS. En 2009, les cours pétroliers étaient de 61,46\$ soit une diminution de 35,51\$ par rapport à l'année précédente ; cela a eu comme résultat, dans une grande mesure, un déficit de 797MDS dans la balance commerciale. Dans les deux années suivantes, nous constatons une amélioration des prix parallèlement à une balance commerciale d'une même qualité ayant pour effet un solde ascendant. Pour la période 2011-2014, nous constatons une dégradation des soldes de la balance commerciale de (-3651MDS) malgré une certaine stabilité des prix de pétrole de 107,64\$. Cette dichotomie est conséquente à une politique économique développée par le gouvernement algérien et dont l'objectif était d'améliorer le mode de vie du citoyen. Ceci s'est traduit par une plus grande consommation nationale avec un recul des exportations et une flambée des importations. Sont apparus alors à cette époque des dispositifs pour l'aide à l'emploi et une lutte contre le chômage comme l'ANSEJ, la CNAC, l'ANDI... cela reflète fidèlement les trois vecteurs sur lesquels repose l'économie algérienne qui dépend de 95% des exportations des hydrocarbures : Exportations, recettes, et distribution de la rente. Pour la période (2015-2017), une chute brutale du prix du baril d'une moyenne de 50,05\$ engendre une dégringolade d'un même degré de la balance commerciale.

Avec la mise en œuvre du processus des Quantitative Easing (QE) aux USA s'étant échelonné sur quatre (04) étapes, la dernière (QE4) n'ayant pu être réalisée, le prix du pétrole a été dopé artificiellement entre les années 2008-2014. Cela a permis par la même occasion à l'Algérie d'augmenter son niveau de croissance économique que nous qualifierons d'embellie financière. La crise pétrolière mondiale, fin 2014, s'étant confondue avec la non application de la (QE4) s'est répercutée sur l'Algérie à partir de cette date. Si le reste du monde de par la diversification de son économie n'a pu être vraiment affecté par la chute brutale des cours pétroliers, cela n'a pas été le cas pour l'Algérie dont l'économie est essentiellement basée sur l'or noir : la crise est toujours en cours.

Conclusion

L'économie algérienne reposant essentiellement sur les hydrocarbures, ce don du ciel que ce disputent les principales puissances industrielles, dépend en grande partie d'un environnement mondial sans cesse en effervescence avec comme facteur commun l'exploitation du pétrole conventionnel. Quand le prix du



baril du pétrole va, tout va ; mais dès que des facteurs exogènes apparaissent, les crises multidimensionnelles se déclarent en cercles concentriques et se transforment en facteurs endogènes comme l'illustrent si bien les différents conflits au Moyen-Orient et dans d'autres régions du monde. Ces facteurs endogènes sont aussi les résultats de mauvaises gouvernances même si dans une certaine mesure, ils sont aussi les effets d'une mondialisation tout azimut. Les géostratégies et les différentes politiques économiques développées à travers le monde ne sont en fait qu'une forme « de recherche du trésor » ; ce trésor n'étant en fin de compte que l'appropriation des différentes matières premières dont les hydrocarbures. Pour les pays avancés, il s'agit avant tout de politiques de survie au détriment du reste du monde sous forme de néocolonialismes.

Pour ce qui est de l'Algérie, et dans un passé pas très lointain, l'économie algérienne s'appuyait sur des domaines relativement prospères comme l'agriculture, les richesses de la pêche, l'artisanat... et bien sûr l'or noir.

Dans les cinq dernières décennies, les différents plans, dits plans quinquennaux concernant l'agriculture, l'industrie, la culture...ont été appliqués avec certaines rigueurs mais n'ont pas aboutis aux résultats escomptés. L'ère du « tout pétrole » apparaît et avec elle une politique économique centrée principalement sur l'exportation des hydrocarbures. Une politique économique de cette nature ne peut être florissante ou décadente qu'en fonction, nous ne cessons de le répéter, des équilibres mondiaux apparaissant.

Quels sont alors les palliatifs pouvant se présenter à l'Algérie pour se délier de cette atmosphère?

Notre pays gâté par sa nature et sa grande étendue nous amène à présenter quelques créneaux fondamentaux à investir pour se défaire de la dépendance des hydrocarbures.

-Le développement de l'agriculture est aujourd'hui plus qu'une nécessité.

-Le tourisme longtemps délaissé fait l'objet actuellement d'une politique d'encouragement.

-Les énergies renouvelables tels le solaire, l'éolien, l'hydraulique, la biomasse... permettent de remplacer les énergies fossiles polluantes par une source d'énergie propre et renouvelable.

-Une révolution dans le système éducatif et plus que nécessaire pour la formation d'une élite sélectionnée sur la base du mérite, des sciences et des mathématiques et par la même l'apparition des compétences. D'un point de vue plus global, l'Algérie doit s'inscrire dans un nouvel ordre socio-économique, celui d'un gouvernement des entreprises doté d'une conception mondiale en l'occurrence avec le transfert des technologies pour s'engager dans une véritable voie de réformes économiques en harmonie avec les réalités des marchés et des évolutions mondiales avec comme objectif à plus ou moyen termes de faire sortir le pays de sa forte dépendance des hydrocarbures.



Cependant, la réalisation de ces divers facteurs économiques envisagés demandera certains délais pour un avenir plus ou moins proche. Soyons optimistes!

Références bibliographiques

- ANDI. (2014, mars 11). *2000-2013 : Les indicateurs économiques de l'Algérie maintenus à des niveaux soutenables*. Récupéré sur ANDI: <http://www.andi.dz/index.php/fr/presse/1034-2000-2013-les-indicateurs-economiques-de-l-al>
- Anota, M. (2016, octobre 27). *Chine: trop d'investissement, mais aussi trop d'épargne*. Récupéré sur Bolg-Annotations: <http://annotations.blog.free.fr/index.php?post/2016/10/27/Chine-trop-d'investissement-mais-aussi-trop-d'epargne>
- Banque d'Algérie. (2014). *Rapport d'activité de l'année 2014*. Récupéré sur https://www.bank-of-algeria.dz/pdf/rapportba_2014/chapitre6_2014.pdf
- Benkoussa, K. M. (2011, novembre 23). *Vers une dégradation du quotidien des algériens*. Récupéré sur <https://www.liberte-algerie.com/dossier-economique/vers-une-degradation-du-quotidien-des-algeriens-99270/print/1>
- Bezat, J.-M. (2014, septembre 16). Pourquoi le prix du pétrole baisse. *Le Monde*.
- Bouchenak, N. (2014). *La gestion du risque pays systémique, le cas de la dette publique en Grèce*. Tlemcen, Algérie: Université Abou Bekr Belkaid.
- Bricongnes, J., Fournier, J., Lapègue, V., & Monso, O. (2010). De la crise financière à la crise économique, l'impact des perturbations financières de 2007 et 2008 sur la croissance de sept pays industrialisés. *Economie et Statistique*(438-440), 50.
- Canry, N. (2015, octobre 27). *Les grands déséquilibres mondiaux*. Récupéré sur SorbonnEco: <https://sorbonneco.hypotheses.org/2224>
- Chentouf, T. (2008). *L'Algérie face à la mondialisation*. Dakar, Sénégal: CODESRIA. Récupéré sur <https://books.google.dz/books?id=jRFRV-tGOxYC&pg=PA46&lpg=PA46&dq=maamar+boudersa+ouvrages+économiques&source=bl&ots=HBjDgYmxaz&sig=ACfU3U2J--UWP4HsLH9MzBVQo66KocmU5Q&hl=fr&sa=X&ved=2ahUKEwitiKfNwevgAhUS1-AKHYeVDDsQ6AEwA3oECAAQAQ#v=onepage&q=maamar%20boud>
- Comité National Routier. (s.d.). Récupéré sur <http://www.cnr.fr/Indices-Statistiques/Tous-les-indicateurs/Cours-du-Brent-date#haut>
- Connaissance des énergies. (2016, décembre 14). *Pétrole: qui sont les pays "hors OPEP" qui vont réduire leur production ?* Récupéré sur Connaissance des énergies: <https://www.connaissancedesenergies.org/petrole-qui-sont-les-pays-hors-opep-qui-vont-reduire-leur-production-161214>
- eBizguides. (2004). *Algérie*. Dublin, Irlande: eBizguides. Récupéré sur https://books.google.dz/books?id=4ny8Z_8zIqkC&printsec=frontcover&hl=fr&source=gbs_ge_summary_r&cad=0#v=onepage&q&f=false
- Indexmundi. (s.d.). Récupéré sur <https://www.indexmundi.com/g/g.aspx?v=94&c=ag&l=fr>



- Mattieu, B., Gilliot, M., & Grossmann-Wirth, V. (2015). Le dollar à l'épreuve de la crise financière. *Revue d'économie Financière*, 119(3), pp. 35-54.
- Medjdoub, H. (2016, janvier 20). *Entre crise pétrolière et réduction des déséquilibres mondiaux, quel avenir attend le monde pour 2016-2019, sans le "dopage du pétrole" ?* Récupéré sur AgoraVox: <https://www.agoravox.fr/tribune-libre/article/entre-crise-petroliere-et-176700>
- Medjdoub, H. (2018, janvier 16). *Immoralité des quantitative easing. Un pétrole à 120 dollars et plus, une guerre nucléaire potentielle entre les USA et la Corée Du Nord ?* Récupéré sur AgoraVox: <https://www.agoravox.fr/tribune-libre/article/immoralite-des-quantitative-easing-200651>
- Ministère des finances. (s.d.). *L'investissement en Algérie, ce qu'il faut savoir*. Récupéré sur Ministère des finances: <http://www.mf.gov.dz/article/300/Grands-Dossiers/246/L'investissement-en-Algerie,-ce-qu'il-faut-savoir.html>
- Perspective Monde. (s.d.). Récupéré sur <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays?langue=fr&codePays=DZA&codeStat=NE.RSB.GNFS.CD&codeStat2=x>
- Renault, T. (2012, avril 06). *Le Quantitative Easing (QE), c'est quoi ?* Récupéré sur CaptainEconomics: <http://www.captaineconomics.fr/-le-quantitative-easing-que-cest-quoi>
- Renier, R. (2013, septembre 18). Fed : la planche à billets américaine a-t-elle rempli sa mission de sauvetage ? *La Tribune*. Récupéré sur <https://www.latribune.fr/actualites/economie/international/20130918trib000785764/fed-la-planche-a-billets-americaine-a-t-elle-rempli-sa-mission-de-sauvetage.html>
- Zemirli, R. (2016). Rente pétrolière et choc pétrolier: entre dépendance et vulnérabilité économique en Algérie. *Les exigences de décollage économique dans les pays producteurs de pétrole à la lumière de l'effondrement des prix du carburant* (p. 04). Bouira: Université Akli Mohaned.

Renvois

¹ La balance des comptes courant traduit l'excédent du revenu national sur les dépenses.

² Nous rappelons au passage que Donald Trump s'est retiré d'une manière unilatérale à l'accord liant les pays de l'Union Européenne et la Russie concernant de nouvelles sanctions contre l'Iran.